
La politisation des campagnes au XIX^e siècle, France, Italie, Espagne, Portugal. Actes du Colloque international organisé par l'École française de Rome en collaboration avec l'École normale supérieure (Paris), l'Universitat de Girona et l'Università degli studi della Tuscia-Viterbo, Rome, 20-22 février 1997, Rome, École française de Rome, 2000, 376 p.

Laurent Le Gall

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/231>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2001

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Laurent Le Gall, « *La politisation des campagnes au XIX^e siècle, France, Italie, Espagne, Portugal. Actes du Colloque international organisé par l'École française de Rome en collaboration avec l'École normale supérieure (Paris), l'Universitat de Girona et l'Università degli studi della Tuscia-Viterbo, Rome, 20-22 février 1997, Rome, École française de Rome, 2000, 376 p.* », *Ruralia* [En ligne], 08 | 2001, mis en ligne le 22 janvier 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/231>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

*La politisation des campagnes au XIX^e
siècle, France, Italie, Espagne, Portugal.
Actes du Colloque international
organisé par l'École française de Rome
en collaboration avec l'École normale
supérieure (Paris), l'Universitat de
Girona et l'Università degli studi della
Tuscia-Viterbo, Rome, 20-22 février 1997
, Rome, École française de Rome,
2000, 376 p.*

Laurent Le Gall

- 1 Au lecteur de ce compte rendu, une mise en garde s'impose. Le colloque de Rome, consacré au vaste et conflictuel problème de la politisation des campagnes au XIX^e siècle dans un espace ouvert sur la France mais aussi sur les péninsules italienne et ibérique, comporte un certain nombre d'articles dans des langues latines que l'auteur de cette recension ne maîtrise pas hélas. Qu'il veuille bien lui pardonner ce travail tronqué qui fera donc la part belle à une France rurale et politique envisagée sous différentes coutures et à diverses époques. Mentionnons cependant, pour information et pour témoigner de l'ampleur et de l'intérêt de cette entreprise dénuée de tout francocentrisme patent, les contributions qui n'ont malheureusement pas été lues. Pour l'Italie, celles de Renato Zangheri (« Contadini e politica nell'800. La storiografia italiana »), Stefano Pivato (« Integrazione nazionale e culture popolari. L'onomastica politica e ideologica nei

comuni rurali italiani »), Matteo Sanfilippo (« Mobilità, inurbamento e politicizzazione degli immigrati italiani in Nord America. Il dibattito storiografico »), Marco Fincardi (« Culture comunitarie e moderni conflitti sociali nell'Italia rurale di fine XIX secolo ») et Maurizio Ridolfi (« Gli spazi della politica nell'Italia rurale : forme di sociabilità e rappresentanza elettorale tra '800 et '900 »). Pour l'Espagne, celles de Ramón Villares (« Política y mundo rural en la España contemporánea. Algunas consideraciones historiográficas ») et Jesús Millán (« La herencia política de la revolución liberal en la sociedad agraria española »).

- 2 Les 13 des 20 articles que nous avons lus font, disons-le d'emblée, forte impression et la vitalité de la recherche sur le thème proposé pour le colloque est évidente. Angles de vue différents, problématiques renouvelées, appels à des changements d'optique ou de focale : c'est moins une synthèse sur la politisation des campagnes qu'un état des lieux de la production historiographique qui s'offre à un lecteur butineur, soucieux d'appréhender le phénomène et les processus de la politisation hors des sentiers traditionnellement balisés de l'histoire politique ¹. Plutôt que d'évoquer tour à tour chacune des contributions, nous avons pris le parti de les intégrer dans des thématiques qui courent au fil des pages de ce recueil dense. Gageons que la perte de la substance et du fil conducteur propres aux analyses de chaque auteur pourra être minimisée par cette façon de les rassembler, un peu cavalièrement peut-être, dans des catégories choisies pour témoigner des acquis scientifiques du présent et des enjeux historiographiques pour l'avenir ; cette lecture subjective et forcément réductrice n'épuisant pas de toute façon la matière de ce livre de référence.

Mises au point

- 3 C'est un des premiers intérêts de ces rencontres et des articles qui en découlent. Nombreux sont en effet les historiens qui de par leur pratique ancienne, la connaissance qu'ils ont acquise de leurs terrains d'élection, et les avancées de la recherche qu'ils ont permises, offrent un panorama plus ou moins étoffé de ce qui les conduisit à avancer telle ou telle hypothèse, et/ou dessinent les contours de la question ouverte à la réflexion commune. Outre leur intérêt purement épistémologique, ces bilans signent aussi des prises de position : parler du passé et des manières d'appréhender et de dire la politisation depuis les années 1960 au moins, c'est en quelque sorte parier sur les nouvelles façons d'envisager le sujet dans le présent et dans un futur proche. La dispute intellectuelle — au sens universitaire du terme s'entend — n'est jamais très loin. Au cœur du débat, le problème de la politisation des campagnes dans sa version désormais classique de la « descente de la politique vers les masses ». Il revenait à Maurice Agulhon d'ouvrir la discussion. Son article se lit d'abord comme une actualisation de cette expression qui assura à l'auteur du non moins classique *La République au village* honneurs et banderilles. Reste que près de trente ans après l'écriture de cette thèse et la formulation de cette hypothèse, c'est en fonction de cette démarche et de ses résultats que beaucoup se déterminent encore. Aussi, l'étude de Christine Guionnet consacrée aux élections municipales sous la Monarchie de Juillet ² lui permettait-elle opportunément de revenir sur la problématique posée à la fin des années soixante. Dans sa présentation, Maurice Agulhon offre un brillant état de son questionnement qui tient compte à la fois des mises en cause anciennes — sur les étapes de la politisation comme sur l'essence même de la figure du citoyen politisé moderne — et du discours nouvellement tenu par

Christine Guionnet. C'est l'historien au travail, sensible aux critiques et sachant céder à l'autocritique, qui relance le débat. Nul n'est besoin de rappeler ici en détail ce qu'il a écrit ailleurs³ des inflexions à apporter au modèle varois dont il put vouloir généraliser l'intérêt heuristique à l'échelle nationale ; sur les étapes de la politisation (de la Révolution française à la Troisième République en passant par le pic des années 1848-1851) comme sur la trop forte corrélation qu'il établit entre politisation, vote et sensibilité de gauche, Maurice Agulhon sait encore rappeler la pertinence des propositions de certains de ses contradicteurs. Survenait l'étude de Christine Guionnet. Travaillant sur les élections municipales pendant la Monarchie de Juillet, la jeune politiste estimait, à travers une lecture holiste du social, que nombreux avaient été ceux qui, après Maurice Agulhon, s'étaient « égarés » dans une logique bien trop diffusionniste des idées politiques modernes. En omettant par trop souvent la dimension du fait communautaire au village, ils passaient alors à côté de ce que l'apprentissage de la politique pouvait signifier pour les ruraux. Une interprétation en mineur du citoyen politiquement conscient de son vote si l'on veut tenter de résumer ses propositions. Les positions sont-elles inconciliables ? Maurice Agulhon ne le pense pas — il y aurait davantage une différence de degré qu'une différence de nature entre leurs travaux —, argumente à son tour sur la place excessive accordée au fait communautaire et réaffirme les possibilités d'un vrai choix politique pour certains ruraux. Pour conclure : « Si l'on admet que la vraie politisation c'est la substitution de conceptions modernes, libérales, individualistes aux conceptions communautaristes traditionnelles, si l'on admet d'autre part que les premières étaient celles de l'État bourgeois légiférant tandis que les secondes étaient les plus répandues chez les paysans, alors l'idée selon laquelle la conception moderne du politique aurait opéré la trop fameuse "descente" n'est pas vraiment une absurdité » (p. 8). De ce texte limpide et distancié en forme d'ouverture, on retiendra à la fois les propositions réitérées de Maurice Agulhon sur le thème de la politisation — et en particulier sur les modalités de l'acculturation républicaine — mais aussi et peut-être surtout, l'élégante façon d'accepter le débat et de le promouvoir. Car, le colloque de Rome a été aussi une affaire de positionnement : Maurice Agulhon à l'épreuve des travaux de Christine Guionnet après avoir tenu compte jadis des propositions avancées entre autres par Peter McPhee et Jean-Luc Mayaud ; Alain Corbin à rebours d'une double tradition historiographique de la politisation des ruraux. Dans un plaidoyer pour une nouvelle approche de la politique dans les campagnes, l'auteur du *Village des cannibales*⁴ s'applique au préalable à un droit d'inventaire. Les analyses de la politisation auraient souffert en effet jusqu'alors de deux approches trompeuses : une démarche téléologique fondée sur l'étude de la conversion d'un rural apolitique en un citoyen intégré à la République et à la Nation ; une optique compréhensive qui privilégiait les réticences et les dissidences des communautés confrontées aux irruptions répétées de l'État dans des domaines qui ne semblaient que devoir relever d'elles. Et quelle que soit la richesse de ces travaux, on ne saurait que constater l'aspect réducteur voire fallacieux de ces deux démarches. La première, en s'arc-boutant sur le postulat d'une acculturation politique — pour ne pas dire républicaine — des campagnes, « induit une cécité à l'égard de ce qui ne s'inscrit pas dans le processus analysé » et « de ce fait, [...] côtoie souvent l'anachronisme » (p. 52) ; la seconde, soucieuse de mettre davantage à nu les logiques rurales autonomes, oublierait trop l'importance de l'événement national et sa réception, souffrirait de sa seule application à des régions périphériques. La déconstruction prônée par Alain Corbin à la suite de ce bilan critique ne laisse pas insensible. Et ses propositions pour une lecture renouvelée de la politisation des campagnes ont le très grand mérite d'instiller le doute là

où il semblait être nié par l'évidence et l'argument d'autorité. En remettant en cause la tradition, l'historien propose une ouverture du champ de vision à travers un certain nombre de suggestions que l'on évoquera partiellement à la fin de ce compte rendu et qui incitent, elles aussi, à poursuivre la discussion.

Le fait communautaire

- 4 C'est un élément transversal dans le recueil et son étude nourrit amplement la réflexion de certains auteurs. Il est fortement mis en valeur dans deux articles qui concernent plus particulièrement la période de la Révolution française. Qu'on en juge par les titres clairement explicites des contributions de Jean-Clément Martin (« Face à la Révolution, quelle politisation des communautés rurales ? ») et de Jean-Pierre Jessenne (« Synergie nationale et dynamique communautaire dans l'évolution rurale par-delà la Révolution française (vers 1780-vers 1830) »). Contre une approche historiographique qui a trop étroitement lié la pénétration de la politique dans les campagnes à une onde de choc venue du pouvoir central et fait de la décennie révolutionnaire une étape fondamentale dans l'irréductible renforcement de l'État-Nation, le premier se propose d'explorer une nouvelle voie : comment « le politique devi[nt] une catégorie reconnue pour le plus grand nombre des Français à l'époque révolutionnaire » (p. 109) se demande Jean-Clément Martin qui poursuit ainsi son préalable méthodologique : « comment cet horizon du politique a fait basculer la vie des ruraux de France, sans même qu'ils ne s'en rendent compte, encore moins qu'ils le veulent » (p. 109). Une telle proposition sur la politisation à corps défendant, ainsi qu'on pourrait la qualifier, ne laisse pas d'intriguer. Les explications suivent. La Révolution a transformé le paysage social et politique : renouvellement des hiérarchies, imbrication du local et du national selon de nouveaux découpages administratifs, naissance du citoyen à l'intérieur du cadre communautaire. Cependant le nouvel ordre des choses ne brise pas d'emblée l'autonomie que surent acquérir et préserver les communautés sous l'Ancien Régime. Aussi leurs résistances, quand elles existent, sont-elles moins la preuve d'un quelconque archaïsme que celle de leur vitalité. Pour Jean-Clément Martin, la Révolution crée de nouveaux enjeux politiques, institue une langue et des catégories politiques nouvelles auxquelles furent imperméables la plupart des ruraux ; ainsi se crée une situation originale qui combine au sein des communautés enjeux locaux souvent antérieurs à la Révolution et débouchés aux significations politiques inédites. Le repli de certaines communautés aux heures les plus graves devient alors signe d'adaptation tandis que des histoires et des mémoires se dessinent à l'intérieur des nouvelles configurations du champ politique. La démarche de Jean-Pierre Jessenne, elle aussi, joue sur la dialectique local/national. L'auteur adopte, après un long préambule taxinomique — quelle définition donner à la collectivité villageoise ? à la communauté villageoise ? Comment classer au mieux les catégories paysannes et des agrosystèmes différents ? — un point de vue chronologique qui entend témoigner de « la force du lien communautaire » (p. 63) sur le *trend* mi-séculaire 1780-1830. Il y aurait ainsi deux phases. La première (1787-printemps 1792) confirme, paradoxalement peut-être pour les tenants d'une histoire révolutionnaire de la table rase, les possibles accointances entre logique nationale et logiques communautaires. 1789 survient ainsi dans une conjoncture de crise du pouvoir royal et de fragmentation du système d'autorité locale. Et les Assemblées constituante et législative, tout en s'appuyant sur des oligarchies rurales souvent établies bien avant la Révolution et désireuses de

conforter leur pouvoir en défendant l'autonomie de la communauté, réussissent à introduire des nouveautés — une nouvelle construction territoriale et administrative, l'enracinement de la pratique du suffrage — acceptées dans les campagnes. S'adosser aux collectivités villageoises tout en imprimant de grands changements : la logique révolutionnaire des trois premières années respectait à la fois le lien communautaire et promouvait l'intégration en douceur à la nation. Jean-Pierre Jessenne se démarque ici des analyses de Patrice Gueniffey⁵ : la dislocation de l'échafaudage fraîchement bâti proviendrait moins d'une inadéquation entre un individualisme citoyen et une tradition communautaire, inadéquation qu'est supposée confirmer la baisse rapide de la participation aux élections ; elle serait surtout, selon lui, éminemment politique. En effet, à partir de 1792, la guerre aidant, la pratique politique révolutionnaire heurte les prétentions des communautés à conserver le tacite et fragile équilibre entre autonomie et intégration. Et « la "républicanisation" forcée du lien politique » (p. 74) aboutirait « au déchirement du lien politique national » (p. 75) que les lois consulaires de l'an VIII rétabliraient de manière ambiguë. Avec Bonaparte, l'instrumentalisation du pouvoir communal serait acceptée parce qu'elle signifie avant tout une reconnaissance pour les ruraux de la cellule communautaire ; et la Restauration ne confirmerait que l'architecture administrative mise en place avant 1814. En optant pour une interprétation qui ne fait pas l'économie des possibles convergences entre des logiques politiques ancrées dans des territoires et des considérations différents voire divergents, Jean-Pierre Jessenne rend compte, à sa façon, des solutions d'adaptation que surent trouver des communautés bousculées. Il rejoint aussi certaines préoccupations énoncées par Jean-Clément Martin ou par Roger Dupuy. Certes, ce dernier s'intéresse moins au fait communautaire pour lui-même ; mais son article (« Les campagnes blanches de l'Ouest de la France (1793-1850) : sub-culture ou proto-politique populaire ? ») qui se veut un écho aux propositions avancées par Raymond Huard⁶ naguère, confirme que dès les débuts de la Révolution, « une autonomie "politique" identique à celle des paysans d'autres régions du royaume » (p. 345) est envisageable dans cette partie occidentale et bocagère de la France. Si les paysans réagissent autant et aussi rapidement, c'est parce qu'il existe une « proto-politique » — pour reprendre le concept de Roger Dupuy — latente. Une sorte de terreau primaire, où se mêleraient conceptions magico-religieuses du monde, localisme invétéré, principes d'une économie morale, plus favorable structurellement « au principe monarchique qu'au système parlementaire » (p. 349) et dont la meilleure prise en compte par les historiens permettrait de mieux saisir les résistances futures à la République et les modalités d'une acculturation de droite.

Archaïsme et modernité, nouvelles lectures... à l'anglo-saxonne

- 5 Deux articles nous ont paru plus que d'autres relever de cette catégorie. Peter McPhee s'est intéressé aux « Contours nationaux et régionaux de l'associationnisme en France (1830-1880) » et là aussi, sa démarche relève d'une prise de position à l'égard des travaux d'un grand aîné, Charles Tilly. Après avoir dressé un catalogue concis et quelque peu réducteur des formes associatives masculines — cercles, chambrées, cafés, sociétés de secours mutuel —, après avoir rappelé leur rôle essentiel lors des grands tournants politiques (1830-1834, la Seconde République, les années de la Troisième République d'avant 1877), l'historien australien propose son interprétation de la mutation qui s'est

dessinée entre les débuts de la Monarchie de Juillet et le triomphe de la République des républicains. L'idée défendue par Charles Tilly d'une modernisation des pratiques associationnistes après 1848 surtout, concurremment au dépérissement des violences pré-industrielles et à l'émergence des nouvelles formes démocratiques de la protestation – en gros, les pétitions et les campagnes électorales plutôt que les passions villageoises – serait à corriger. Au modèle du basculement d'un monde à l'autre, de l'imitation des formes urbaines de l'association dans les campagnes, Peter McPhee propose une lecture qui privilégie davantage les rencontres et/ou symbioses entre cultures locales et cultures nationales « imposées ». Caroline Ford quant à elle signe une contribution aux contours vastes comme l'indique son titre, « The use and practice of tradition in the politicization of rural France during the nineteenth century ». Prenant appui sur les enquêtes qu'elle a menées dans les Flandres et en Basse-Bretagne, l'historienne américaine insiste sur le rôle prépondérant qu'eurent certaines structures réputées hostiles à la politisation menée par les républicains gambettistes et ferrystes dans ce processus d'acclimatation des débats nationaux à l'univers quotidien des ruraux. Alors que l'Église catholique a pu être considérée comme un rempart contre une intégration nationale et politique, Caroline Ford entend au contraire lui faire toute sa place dans le phénomène de politisation des campagnes. L'élection de deux prêtres à la Chambre des députés, l'un en 1893 dans la région de Hazebrouk (département du Nord) et l'autre en 1897 dans le Léon (Finistère), ne saurait être expliquée seulement par la très forte pratique religieuse et une tradition de soumission au clergé. C'est parce que celui-ci sut s'émanciper de son alliance traditionnelle avec la noblesse et ne refusa pas de participer au jeu politique démocratique qu'il conforta ses positions. C'est parce qu'il n'eut pas peur d'affronter le débat qu'il put inscrire la veine de la toute jeune démocratie chrétienne dans le champ des forces politiques locales. C'est enfin parce qu'ils bénirent en quelque sorte le principe de l'élection que les curés permirent une progression de la politisation. La tradition s'insérait ainsi dans la modernité et la pénétration de la politique au village passait par des médiateurs dont certains minorèrent, il n'y a pas si longtemps encore, la place dans ce type d'acculturation.

Transitions

- 6 Il y a quelque facilité à classer dans une même catégorie deux articles en français qui traitent du domaine étranger. Le fait est cependant qu'ils étudient tous les deux les modalités du processus de politisation dans des espaces différents, selon des durées inégales. Gilles Pécout, dans une contribution aussi claire qu'informée, envisage les possibilités de la politisation et ses résultats dans les campagnes de l'ex-grand duché de Toscane devenu après 1860 partie intégrante du nouveau royaume d'Italie. À l'encontre de la thèse encore couramment admise qui lie faiblesse de l'État libéral, nationalisation inachevée et politisation de bas étage, l'auteur dresse un tout autre tableau. Un discours national pénètre dans les campagnes dès les années soixante tandis que fêtes et décors civiques s'inscrivent dans l'horizon quotidien des ruraux. Dès lors, en une vingtaine d'années, le thème récurrent de l'indifférence à la politique des paysans, et en particulier des métayers, change de sens pour les porte-parole de l'État. Autant ces derniers s'inquiètent-ils au début de cet apolitisme d'ignorance, de soumission et donc d'arriération, autant louent-ils deux décennies après une indifférence qui témoigne positivement de l'acceptation, par les ruraux, des normes nationales et de leur absence

d'adhésion aux promesses de l'enchantement révolutionnaire. Ce qui incite Gilles Pécout à conclure : « Paradoxalement, la variation du sens qualitatif de l'apolitisme paysan permet de comprendre que l'État nouveau libéral a réussi à s'imposer en vingt ans — le long temps d'une transition réussie — puisque ses représentants considèrent qu'il est désormais devenu superflu pour les classes modestes de manifester leur attachement à l'État par autre chose qu'une obéissance silencieuse » (p. 86). Temps court toscan, longue durée portugaise : José Tengarrinha scrute et agrège au cours des XVIII^e et XIX^e siècles les grands moments de prise de conscience politique pour les ruraux. Passant rapidement sur les révoltes contre la domination espagnole (1580-1640) et sur des mouvements antiseigneuriaux extrêmement composites, il s'intéresse davantage aux invasions françaises (1807, 1809, 1810), à la révolution libérale et au phénomène du « miguelisme ». La politisation serait donc affaire de sédimentation. Prise en compte d'enjeux qui ne sont plus strictement inféodés au cadre local, construction d'une identité nationale, telles sont donc les données nouvelles avec lesquelles les ruraux doivent appréhender de plus en plus le monde, dans un contexte politique général d'un premier XIX^e siècle marqué par les crises successives du régime en place et la vitalité des municipalités. Enfin, sur le sens de la politisation, José Tengarrinha rappelle combien l'Église catholique, si influente et si présente, sut user de tout son poids pour le structurer autour de valeurs conservatrices et souvent antilibérales.

Prismes

- 7 Ou l'étude de la politisation par un biais. Il en est ainsi du très stimulant article de Ronald Hubscher sur la place à accorder au syndicalisme agricole dans un tel processus. L'auteur entend remettre en question deux thèses qui ont prévalu quant aux liens entre ce syndicalisme et la politisation des ruraux : celle qui prétend que les organisations se sont bâties en dehors de la sphère du politique ; celle qui, au contraire, fait du syndicalisme une caisse de résonance des conflits idéologiques. Qu'il y ait eu des inféodations à tel camp plutôt qu'à tel autre, sous couvert d'un apolitisme purement déclaratif, Ronald Hubscher le rappelle comme évidence. À la conservatrice « rue d'Athènes » s'oppose ainsi le républicain « boulevard Saint-Germain ». Toutefois, au-delà des divisions et des querelles entre les instances centrales, il est indéniable selon lui que les syndicats, quelle que soit leur couleur, ont tiré aussi dans le même sens et ont su acquérir une légitimité aux yeux des cultivateurs. Syndicats-boutiques, défenseurs des intérêts de paysans qui se constituent alors en catégorie professionnelle, intermédiaires entre l'État et les villages : les syndicats sont devenus partie intégrante du paysage local, surtout au tournant du siècle, pour avoir contribué à souder un groupe autour d'intérêts communs et d'une identité paysanne clairement affichée, pour avoir su promouvoir l'action à la base comme moyen de revendication, d'affirmation et d'émancipation. Reste la question de l'utilisation idéologique des organisations par les notables afin de conforter leur position sociale et politique. Ronald Hubscher prône ici une lecture moins outrée qui « rend[e] aux paysans une autonomie de conduite et en forçant quelque peu le trait, transformerait les manipulés en manipulateurs » (p. 149). Adhérer à un syndicat par conformisme, pour sa prestation de services, pour des revendications catégorielles ne signifiait pas forcément partager ses options politiques. Une conclusion toute en nuances entend enfin ne pas prêter au syndicalisme agricole des pouvoirs et des vertus supérieurs à ceux qu'il eut réellement : un rôle majeur dans la construction d'une identité professionnelle, un rôle

mineur dans une politisation des campagnes en tant qu'inculcation d'idéologies mal ou peu acceptées par des populations plus ou moins réticentes à suivre leurs mots d'ordre. Autre biais, autre loupe grossissante, l'institution scolaire selon Jean-François Chanet. « École politisante, école politisée » (p. 91), quels furent son rôle et ses positions dans l'imprégnation politique des campagnes ? Fidèle au concept des « petites patries », l'historien appelle à ne pas limiter l'investigation à la seule âpreté des débats nationaux autour de l'institution scolaire qui s'aiguïsèrent au cours du derniers tiers du siècle. Ce serait en effet faire fi d'une chronologie haute (les lois Ferry faisant trop souvent oublier l'action de la Monarchie de Juillet) et surtout du pragmatisme dont surent faire preuve les républicains dans la façon d'acclimater l'école aux contingences locales et d'octroyer aux enseignants du primaire une marge de liberté non négligeable. Pourvoyeuse d'un discours souvent conservateur et patriotique, l'école a su véhiculer en outre une notion aussi essentielle que la démocratisation dans ses dimensions sociale ou politique, et répondre ainsi aux aspirations nouvelles des populations en attente d'éducation. Enfin, dernier exemple d'un terrain d'observation spécifique choisi pour étudier la politisation, l'étude de François Weil au titre intrigant « Intégration au national et migrations aux Amériques. Réflexions sur l'exemple français ». S'inspirant en particulier des travaux de « l'école pyrénéenne » (Michel Brunet, Jean-François Soulet, Christian Thibon), l'auteur se collette avec la difficile question de l'interprétation des phénomènes migratoires et entend, dans cette optique, se démarquer de l'étude des traditionnelles causes socio-économiques. Il rappelle tout d'abord que la France fut aussi au XIX^e siècle un pays de partants : entre 1821 et 1930, plus de trois millions de personnes quittèrent la métropole. Puis, dans une approche locale — il s'agit ici de certains cantons pyrénéens —, il analyse le basculement qui s'opère entre le début et la fin du siècle : autant, dans la société en dissidence des premières décennies, l'émigration est-elle une modalité du refus d'intégration — on quitte son « pays » comme on se rebelle contre l'État —, autant, dans la société qui accepte plus facilement après 1850 des normes et des mesures allogènes, l'émigration est-elle considérée comme un moyen d'œuvrer à la grandeur de la « grande patrie ». On ne quitterait plus les cantons béarnais de l'arrondissement d'Oloron et les cantons basques de l'arrondissement de Mauléon pour les mêmes raisons : « À partir du milieu du siècle, en effet, la satisfaction des besoins de reconnaissance politique des Pyrénéens et la création des cadres institutionnels adéquats, ainsi que l'assouplissement progressif des lois et du système de conscription jusqu'aux lois de 1889 et 1905 font que l'émigration perd sa signification de refus de la nationalisation » (p. 205). L'hypothèse voulue comme telle par François Weil est séduisante et mérite qu'on s'y attarde. On aimerait ainsi savoir si elle peut être vérifiée dans des régions qui eurent peu de rapports véritablement conflictuels avec l'État. Mais c'est de nouvelles perspectives qu'il est alors question.

Pistes et outillages

- 8 On l'a dit précédemment, nombreux sont les auteurs présents au colloque de Rome qui ont souhaité inscrire leur démarche dans un rapport de filiation ou d'opposition avec les idées avancées par leurs prédécesseurs. Des thèmes transversaux ont apparu, en particulier l'attention portée à la communauté. Moins qu'une redécouverte, c'est sa nature d'entité historiographiquement pertinente dans la compréhension des étapes et des processus de la politisation qui a été abondamment mise en valeur. Le risque n'est-il

pas grand cependant, à force de vouloir lui fixer des contours par trop rigides, qu'on lui fasse perdre une partie de sa richesse d'évocation ? Il y aurait ainsi *la communauté* par essence dont on analyserait les réactions en fonction de stimuli exogènes sans tenir suffisamment compte de ses spécificités et de ses contours si mouvants. Ne faut-il pas alors se méfier de reproduire, à l'échelle près, les manières de faire et de voir, les résultats que d'aucuns décriaient quand une histoire de France départementalisée semblait être reine ? Pour prolonger, qu'en est-il de l'individu — la manie d'un commun dénominateur communautaire risquant de subsumer tous les individus sous le même genre —, qu'en est-il des minorités agissantes qui, à l'intérieur même des communautés, bousculent les règles, initient les changements, permettent aussi la politisation ? Et si Pinagot avait chanté une chanson républicaine sous le Second Empire ? Il revenait à deux auteurs, chacun à leur manière, d'engager à dépasser les limites d'une communauté quelque peu modélisée. Alain Corbin, fidèle au décryptage des « imaginaires politiques », avance des propositions à la fin de son article (« Recherche historique et imaginaire politique. À propos des campagnes françaises au XIX^e siècle ») et multiplie les angles de vue : comprendre la politisation de l'individu passe, par exemple, par une attention accrue à son système de représentation et d'appréciation du monde, aux canaux de l'information dont il dispose, aux rapports qu'il entretient avec l'autorité et les autorités. Résumer en quelques lignes cet appel à l'utilisation d'une démarche anthropologique qui permettrait de cerner scientifiquement au plus près un monde perdu est impossible. On est séduit par le pari audacieux ; on peut être aussi transi devant l'incommensurable charge de travail et les éventuels écueils — « le foisonnement des sources » — auxquels devrait se mesurer l'ambitieux chercheur qui s'inspirerait des propositions de cet article programmatique. Enfin, on ne saurait être insensible au rigoureux plaidoyer de Jean-Luc Mayaud intitulé à juste titre « Pour une communalisation de l'histoire rurale ». L'historien annonce d'emblée sa position et ses attentes : il s'agit non pas de nier les acquis des études antérieures, en particulier ceux des vastes fresques départementales, mais de s'inspirer des ambitions de la micro-histoire afin de circonscrire au mieux les voies endogènes de la politisation au village. Dans cet article militant, Jean-Luc Mayaud signale certaines pistes de recherche — les configurations mouvantes du pouvoir à l'échelle locale, les apparentes incohérences des comportements politiques à l'intérieur du cadre communal, le positionnement des élus tirillés parfois entre leur inscription dans le local et les contraintes nationales —, puis décrypte trois situations franc-comtoises (mais ce pourrait être partout ailleurs) exemplaires de sa démarche. Grâce à une analyse fine des réseaux et des fidélités, des convoitises et des influences, de la place de certains individus et des fonctions de tel élu, c'est toute une vie politique locale qu'il donne à lire. Sans tomber dans les travers du localisme — *small is beautiful* ? —, sans céder aux facilités des grilles de lecture à sens unique, l'auteur invite à relire les phénomènes de la politisation des ruraux au miroir de quelques thèmes : qu'est-ce que le pouvoir au village ? son essence ? sa signification ? Comment appréhender les espaces du politique ? Et de terminer sur ce constat : « Au village, l'apprentissage du politique passe par celui de la complexité d'une insertion à deux niveaux, et donc du double jeu et du double langage » (p. 167).

- 9 Il est d'usage de terminer un colloque sur deux notes : la satisfaction du travail accompli, l'optimisme en ce qui concerne l'avenir. Maurice Agulhon n'y coupe pas dans ses conclusions — « Je crois que notre colloque a été une réussite » (p. 351) — et on partage indéniablement son heureux constat. Sur les procédures de la politisation, sur la teneur

de la politisation, sur les comparaisons possibles entre des États aux expériences politiques différentes, Maurice Agulhon sait rendre hommage aux signataires des contributions. Avant de conclure définitivement... et provisoirement : « Études fines qui relèvent de la monographie sociologique et des analyses des mentalités collectives, à sources de base, à sources modestes. Plus proche cette fois de la microhistoire que de la "grande". Mais pourquoi pas ? Ce n'est pas l'étendue géographique du champ qui fait forcément le mérite d'une œuvre, c'est l'intelligence qu'on lui applique » (p. 354). En guise de promesses futures ? C'est tout ce que l'on peut souhaiter.

NOTES

1. René RÉMOND [dir.], *Pour une histoire politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1988.
 2. Christine GUIONNET, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la Monarchie de Juillet*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997.
 3. Maurice AGULHON, « 1848, le suffrage universel et la politisation des campagnes », dans *Histoire vagabonde*, tome 3, *La politique en France, d'hier à aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 1996, pp. 61-82.
 4. Alain CORBIN, *Le village des cannibales*, Paris, Aubier, 1991.
 5. Patrice GUENIFFEY, *Le nombre et la raison. La Révolution française et les élections*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1993.
 6. dans Jean NICOLAS [dir.], *Mouvements populaires et conscience sociale, XVI^e-XIX^e siècles. Actes du colloque de l'Université Paris VII-CNRS, 24-26 mai 1984*, Paris, Maloine, 1985, pp. 57-68.
-

INDEX

Index chronologique : XIXe siècle